

## Brèves économiques d'Afrique australe

### Faits saillants – Semaine du 26 janvier au 2 février 2018

- Afrique du Sud : Faible progression du crédit au secteur privé, à +6,7 % en décembre
- Afrique du Sud : Hausse de l'excédent commercial en décembre
- Angola : Baisse des réserves de change à 13,3 Mds USD en décembre
- Botswana : Prévission d'une hausse des dépenses publiques de +13,6% en 2018
- Zambie : Hausse de la perspective de négative à stable par Moody's

### Région

Evolution nominale des taux de change contre l'USD :

	Taux de change Pour 1 USD le 2 février	Evolution des taux de change contre l'USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
<b>Afrique du Sud</b>	12 ZAR	-0,6	+3,6	+12,1	+14,9
<b>Angola</b>	207,5 AOA	-0,1	-20,0	-20,0	-20,0
<b>Botswana</b>	9,6 BWP	+0,1	+3,0	+9,7	+12,1
<b>Mozambique</b>	60,6 MZN	-1,6	-2,9	+17,0	+18,3
<b>Zambie</b>	9,8 ZMW	-0,7	+2,6	+0,6	+1,5

(+) : appréciation

Source : Banques centrales nationales

### Afrique du Sud

*Faible progression du crédit au secteur privé, à +6,7 % en décembre (Autorités)*

En décembre, la croissance du crédit au secteur privé s'est accélérée à +6,7 % en g.a contre +6,5 % en novembre, portant la hausse moyenne du crédit à +5,9 % sur l'année 2017 (contre +6,9 % en 2016). Cette progression s'explique par une forte croissance des investissements (+15,2% en rythme trimestriel et +27,5% en annuel) tandis que les contributions des autres postes sont restées modestes voir négatives. En effet, les prêts aux ménages demeurent inchangés (+3,8 % en novembre et en décembre), tandis que ceux accordés aux entreprises ont significativement baissé (+7,8 % en novembre à +6,5 % en décembre). La croissance du crédit devrait progresser en 2018 grâce à la reprise de la croissance économique, la faiblesse de l'inflation et le retour de la confiance des investisseurs suite aux élections de l'ANC.

*Hausse de l'excédent commercial en décembre (Autorités)*

L'excédent commercial s'est élevé à 15,7 Mds ZAR en décembre contre 13,1 Mds ZAR en novembre grâce à une baisse des importations (-14,1 % en g.t.) plus importante que celle des exportations (-10,2% en g.t.). En termes de croissance cumulée, l'excédent de la balance commerciale s'établit à 80,6 milliards de rands en 2017, soit une vraie progression comparée au faible surplus de 1,1 milliards de 2016. Cela s'explique par une forte hausse des exportations de presque +8% (soutenue par la reprise du commerce mondial et la faiblesse des prix des produits de base) comparée à une faible augmentation des importations de +0,7% en raison de l'insuffisance de la demande intérieure. La bonne performance du solde commercial pour la fin de l'année 2017 devrait permettre de réduire le déficit du solde courant dont les prévisions s'établissent autour de -2,5%.

*L'indice de confiance des consommateurs est négatif pour la troisième année consécutive (Autorités)*

Au quatrième trimestre de 2017, l'indice de confiance des consommateurs s'est établi à -8 contre -9 au deuxième trimestre (aucune étude n'a été menée au troisième trimestre). La légère amélioration de l'indice est due à une meilleure perception du contexte économique par les consommateurs. Cet indice est inférieur à 0 pour la troisième année consécutive, après avoir été positif entre 1994 et 2015.

*Possibilité d'une dégradation de la note du Cap par Moody's*

Le 29 janvier, l'agence Moody's a publié un communiqué indiquant que la pénurie d'eau au Cap pourrait mener à une dégradation de la note de la métropole. Cela fait suite à l'annonce de l'avancement de la date à laquelle la ville ne sera plus alimentée en eau et donc à un arrêt brutal des revenus générés par ce secteur : selon Moody's, ces derniers s'élèveraient à 3,9 Mds ZAR en 2017, soit 10% du total des recettes de la ville. Par ailleurs, cela devrait impacter négativement le tourisme et l'agriculture, deux secteurs majeurs de l'économie du Cap. A ce jour, la note s'établit à Baa3, soit la limite de la catégorie investissement, associée d'une perspective négative.

### **Angola**

*Baisse des réserves de change à 13,3 Mds USD en décembre (Autorités)*

Les réserves de change de l'Angola ont baissé à 13,3 Mds USD au mois de décembre contre 14,25 Mds USD en novembre et 20,3 Mds USD au début de l'année 2017 (soit une baisse de près de 35% en un an). L'instauration d'un change flottant vise en partie à la reconstruction du stock de réserves de change, qui reste une priorité pour le gouvernement sur l'année 2018.

*Emission de 1,3 Md EUR d'obligations du trésor indexées sur l'USD*

Dans l'attente de l'approbation du budget 2018 (actuellement débattu au parlement), l'Angola va émettre pour 1,3 Md EUR de bons du trésor indexés sur l'USD. Ceci afin de couvrir les dépenses relatives à l'amortissement de la dette (qui représente 50% des dépenses publiques) et au financement des projets d'investissements. Les taux appliqués vont de 7% (maturité à 3 ans) jusqu'à 8,75% pour ceux à maturité 10 ans.

### **Botswana**

*Baisse des exportations de diamants de 17% en 2017(Autorités)*

En 2017, les exportations du Botswana en diamant ont diminué de 17% et s'établissent à 36 Mds de pula (4 Mds USD) en raison d'une faible demande intérieure au second semestre.

*Le gouvernement prévoit une hausse des dépenses publiques de +13,6% en 2018 (Autorités)*

Pour l'année fiscale de 2018 (débutant début avril), le gouvernement prévoit d'augmenter ses dépenses à 63,3 Mds BWP (6,6 Mds USD) soit une augmentation de +13,6% comparé à l'année 2017. Près de 45 Mds BWP seront consacrés, comme chaque année, à l'éducation, la santé, la défense et la sécurité tandis que 19,3 Mds (soit 30% du budget) seront alloués à des dépenses en capital, une hausse de 16% par rapport à l'année précédente. Selon les prévisions budgétaires du Ministre des Finances, publiées en octobre dernier, le déficit public devrait s'accroître à 8 Mds BWP pour l'année fiscale 2018/2019.

### **Mozambique**

*Le Procureur Général a engagé une procédure judiciaire contre des entreprises publiques impliquées dans la contraction de dettes publiques illégales pour un montant de 2Mds USD*

Dans un communiqué de presse en date du 29 janvier dernier, le Procureur Général (PGR) a annoncé avoir déposé auprès du Tribunal Administratif une poursuite en vue de responsabiliser financièrement (sans préjudice de privation de liberté) les hauts fonctionnaires et dirigeants des sociétés ProIndicus, EMATUM et MAM, impliquées dans le scandale des dettes cachées. Le PGR indique que l'enquête (qui inclue celle parlementaire menée en 2016 et le rapport d'audit de Kroll publié en 2017) révèle que la contraction des dettes, l'émission de garanties souveraines ainsi que l'achat de biens et services par les trois sociétés constitue une violation de la Constitution du pays. Le FMI considère la décision de la PGR comme une mesure encourageante pour assurer la responsabilisation des entreprises, mais réitère la nécessité de combler les lacunes d'information du rapport d'audit des trois sociétés.

### **Namibie**

*La Namibie est toujours inscrite sur la liste des paradis fiscaux*

La Namibie restera sur la liste des paradis fiscaux tant qu'elle refusera de ratifier *l'Organisation for Economic Cooperation and Development's convention*. Le ministre des finances Calle Schlettwein s'est défendu que la Namibie ne possède pas de système de taxes préférentielles, au contraire le régime cité par l'Union Européenne est seulement un système destiné à promouvoir les investissements dans le secteur industriel, où les taxes sont réduites de 32% à 18%.

#### *Gel des dépenses de déplacements à l'étranger pour les agents publics*

Le Président namibien, Hage Geingob, a interdit tous déplacements à l'étrangers pour les représentants publics jusqu'à fin février afin de réduire les dépenses du gouvernement. En effet, le pays souffre d'un manque de liquidité en raison du ralentissement de l'activité dans les industries de l'uranium, du diamant et de la construction. Par ailleurs, le Ministère de la Défense a indiqué ne plus pouvoir fournir les casernes en nourriture, en eau et en électricité, obligeant plusieurs milliers de militaires à prendre des congés forcés.

### **Zambie**

#### *Hausse de la perspective de négative à stable par Moody's (Moody's)*

Le 26 janvier, Moody's a rehaussé la perspective de la Zambie de négative à stable en raison des efforts de consolidation budgétaire opérés par le gouvernement (réduction du risque de liquidités et ralentissement de l'accumulation de la dette publique)

#### **Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

#### **Clause de non-responsabilité**

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



**Auteur :** Service Economique Régional de Pretoria

**Adresse :** Ambassade de France en Afrique du Sud

**Rédigées par :** Mathilde LIMBERGERE

**Revues par :** Pascal CARRERE